

ARRETE MUNICIPAL N° A2022-886
AUTORISANT UNE OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC
RUE DE MARINE DUNKERQUE
LE 30 NOVEMBRE 2022

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la demande de l'entreprise DESJOUIS DEMECO en date du 10 novembre 2022,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5^{ème} Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait déroulement de l'emménagement, bâtiment 5 de la résidence « les Marines », rue de Marine Dunkerque, le 30 novembre 2022,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprise « DESJOUIS DEMECO » est autorisée à occuper le domaine public, afin de réaliser un déménagement, rue de Marine Dunkerque, devant la résidence « les Marines » bâtiment 5, sur une longueur de 15 mètres à cheval sur le trottoir et la chaussée le 30 novembre 2022.

ARTICLE 2 : Une **déviaton piétonne sera mise en place** par l'entreprise effectuant le déménagement, 30 novembre 2022.

ARTICLE 3 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Les dispositions du présent arrêté ne seront pas applicables aux véhicules d'urgence (SAMU, sapeurs-pompiers, ambulances, police).

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 6 : Madame Le Maire, Monsieur L'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de Brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif.

Fait à COURSEULLES S/MER, le 16/11/2022

Signé le 17/11/2022

Publié le 17/11/2022

Pour le Maire et par délégation

Le Maire Adjoint



Nicaise

Francis NICAISE